

« La Suisse doit rester ouverte et maintenir son réseau international »

Exposé de Hans Hess, président de Swissmem

Mesdames, Messieurs,

L'assouplissement des restrictions en rapport avec le corona décidé par le Conseil fédéral au début de l'été a été un baume pour la population de notre pays. Ceci a amélioré le bien-être de nombreuses personnes et a redonné certaines des libertés auxquelles nous étions habituées. L'assouplissement a également permis à certaines branches touchées par le confinement de reprendre pied. Le climat de consommation s'est amélioré. Les attentes concernant le développement économique redonnent également de l'espoir. Selon divers économistes, la Suisse fait mieux que la plupart des autres pays, ce qui est très réjouissant. Toutefois, les différences sont grandes entre les branches et, comme vient de vous l'exposer Stefan Brupbacher, l'industrie MEM se trouve toujours sous une forte pression.

Lors de la conférence de presse de mai dernier, j'ai déjà formulé les exigences de Swissmem en vue de meilleures conditions-cadres pour l'économie. Je n'y reviendrai pas. Toutefois, la liste des exigences n'a pas changé. Aujourd'hui, je souhaiterais me pencher sur le rôle du commerce extérieur et de la mondialisation pour l'industrie MEM suisse. Ce sont des thèmes d'importance pour le développement économique futur. Ces questions seront d'actualité dans les mois à venir et donneront lieu à des votations.

L'importance d'une Suisse ouverte

Nous devons plus de la moitié de notre prospérité à l'exportation. Dès que l'économie dans les marchés de vente étrangers s'embourbe, nous en ressentons les effets en Suisse. Ceci est particulièrement le cas pour l'industrie MEM suisse, qui génère presque 80% de ses revenus à l'étranger. Le marché intérieur suisse est bien trop petit pour assurer un avenir et des revenus aux entreprises MEM avec leurs plus de 320 000 collaborateurs. La seule façon de préserver ces entreprises et les emplois qui y sont liés, réside dans le fait de rester compétitifs sur les marchés mondiaux. Pour cela, trois conditions doivent être remplies :

1. Premièrement, les produits et les prestations de services doivent être compétitifs. Ceci est en premier lieu la tâche des entreprises.
2. Deuxièmement, nous avons besoin d'un accès sans obstacles aux marchés de vente.
3. Et troisièmement, les entreprises MEM doivent pouvoir avoir la possibilité de se procurer des matières premières et des produits intermédiaires sans entrave à l'étranger et coopérer étroitement avec des universités et des partenaires industriels étrangers.

Ces trois conditions ne peuvent être remplies que si nous pouvons compter sur des accords de libre-échange. Dans un premier temps il s'agit de faciliter et d'encourager les exportations et les importations en éliminant les taxes douanières. De plus, les accords de libre-échange modernes incluent des dispositions sur les obstacles au commerce non tarifaires, sur les investissements directs et sur la protection de la propriété intellectuelle. Tous ces éléments contribuent à la compétitivité des produits suisses sur les marchés cibles et à la diminution des coûts d'acquisition liés aux prestations anticipées.

La pandémie du corona a fait ressurgir dans le monde entier l'exigence des milieux politiques de donner la préférence aux propres produits et de relocaliser la production qui a été délocalisée à l'étranger. Je suis convaincu qu'un tel développement aurait des conséquences fatales pour la Suisse qui est fortement orientée vers l'exportation. La Suisse aurait avantage à ne pas s'engager dans cette voie. Il serait totalement absurde, par exemple, de vouloir établir une propre industrie des semi-conducteurs, de la téléphonie mobile ou de l'automobile. En termes de population, la Suisse ressemble à une ville américaine ou chinoise de taille moyenne. Le marché intérieur est beaucoup trop petit pour être économiquement rentable. Au contraire, nous dépendons d'un commerce mondial ouvert, tant en ce qui concerne la vente de nos produits que l'approvisionnement en matières premières et en produits intermédiaires.

Grâce aux accords bilatéraux conclus avec l'UE, la Suisse bénéficie d'un accès sectoriel au marché intérieur de l'UE, qui compte plus de 500 millions de consommateurs. Avec une part d'exportation de 56%, l'UE représente le marché de vente le plus important pour l'industrie MEM suisse. C'est pourquoi Swissmem souhaite non seulement maintenir les accords bilatéraux, mais aussi les développer davantage à l'aide d'accords-cadres institutionnels. Par conséquent, nous nous engageons en faveur d'un NON incontesté à l'initiative de limitation de l'UDC.

Les accords de libre-échange ont un impact clairement bénéfique

Environ 80% du volume du marché mondial potentiellement accessible à l'industrie MEM se situe en dehors de la zone UE/AELE, dont seulement la moitié environ fait l'objet d'accords de libre-échange. Cela montre clairement qu'il existe encore un grand potentiel commercial qui pourrait être exploité à l'aide de nouveaux accords. Au vu des discussions sur la mondialisation et de la signification des accords de libre-échange, Swissmem a chargé BAK Economics d'analyser le bénéfice des accords existants et le potentiel d'accords supplémentaires.

Ce qui nous a intéressé le plus était de savoir quel est l'impact des accords de libre-échange. BAK Economics s'est penché sur cette question en examinant l'évolution des exportations vers le Japon, le Canada, la Corée du Sud et la Chine. La Suisse a conclu un accord de libre-échange avec ces pays il y a plusieurs années. L'analyse graphique (transparent 1) montre que les quatre accords ont un effet positif sur la part des exportations de l'industrie MEM suisse par rapport aux investissements du pays partenaire. (transparent 1) Dans le cas du Japon, la part de ces exportations a augmenté après l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange. Un renversement de tendance est même perceptible au Canada. (Transparent 2) Ceci est également le cas pour la Corée du Sud pour les années suivant immédiatement la conclusion de l'accord de libre-échange. Dans le cas de la Chine, il a été possible grâce à l'accord de libre-échange d'arrêter le recul de la part des exportations de l'industrie MEM suisse par rapport aux investissements.

Cette analyse graphique met également en évidence l'influence que peut avoir un éventuel accord de libre-échange entre d'autres pays. (transparent 1) Le Canada et les États-Unis ont conclu un accord de libre-échange en 2004. C'est précisément à partir de ce moment que la part des exportations MEM suisses par rapport aux investissements a diminué au Canada. Cette situation sera corrigée pour les deux pays avec l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange entre la Suisse et le Canada. (Transparent 3) Concernant la Corée du Sud, l'industrie MEM suisse pourra, dans un premier temps, augmenter considérablement sa part d'exportation après la conclusion d'un accord de libre-échange. Toutefois, et dans un deuxième temps, l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange entre la Corée et l'UE ou les États-Unis mettra un terme à cette tendance.

La deuxième analyse graphique (transparent 2) compare l'évolution moyenne des exportations quatre ans avant et quatre ans après l'entrée en vigueur de tous les accords de libre-échange existants. Elle montre que dans les quatre années qui ont suivi l'entrée en vigueur des accords, les exportations MEM suisses ont en moyenne augmenté plus fortement que pendant les quatre années précédant la conclusion des accords. Concrètement, ils augmentent de façon cumulée de 19% au cours des quatre premières années après la conclusion des accords. C'est impressionnant !

L'exploitation remarquable des accords de libre-échange présente encore un certains potentiel

L'étude de BAK Economics comprend également une enquête auprès des entreprises membres de Swissmem. Pour commencer, nous avons voulu savoir quels sont les aspects des accords de libre-échange importants pour les entreprises (transparent 4). Pour 89% des entreprises, l'encouragement des exportations est important, voire très important. Une très grande importance (75%) est également accordée à l'encouragement des importations. Suit, en troisième position, la protection de la propriété intellectuelle. 57% des entreprises la qualifient d'importante, voire très importante.

Par le biais de l'enquête, nous voulions aussi savoir dans quelle mesure les entreprises MEM exploitent les avantages des accords de libre-échange. Ceci en sachant que le fait d'exploiter les accords de libre-échange implique une charge administrative et des coûts supplémentaires. Les résultats de l'enquête confirment l'expérience faite par Swissmem dans le cadre de ses activités de conseil aux entreprises membres. Bien que toutes les entreprises n'utilisent pas les possibilités de ces contrats, l'exploitation est remarquablement élevée. (Transparent 5) Globalement, 81% des grandes entreprises et 65% des PME profitent des accords de libre-échange avec les États de l'UE/AELE. Les accords de libre-échange conclus en dehors de l'UE/AELE sont utilisés par 52% des grandes entreprises et 30% des PME. Les entreprises déclarent que la complexité des règles d'origine et la charge administrative supplémentaire sont les plus grands obstacles liés à ces accords.

Potentiels à exploiter

Comment faut-il considérer les résultats de l'enquête ? Le verre est-il à moitié vide ou à moitié plein ? À mon avis, les résultats confirment les avantages importants que les accords de libre-échange apportent aux entreprises de l'industrie MEM. À cet égard, le verre est à moitié plein. Mais l'étude montre tout aussi clairement qu'il existe encore un grand potentiel inexploité. Ceci est possible à trois niveaux :

1. Les entreprises pourraient encore mieux profiter des accords de libre-échange existants. Ceci en sachant que toutes les entreprises MEM n'auront jamais recours aux accords de libre-échange - soit parce qu'elles n'exportent rien ou peu, soit parce qu'elles se concentrent sur des marchés avec lesquels il n'existe pas encore d'accords.
2. Les accords de libre-échange existants peuvent être améliorés - par exemple, en exemptant davantage de produits des droits de douane ou en réduisant davantage les entraves techniques au commerce existantes.
3. La Suisse peut conclure des accords de libre-échange supplémentaires.

Il y a donc de bonnes chances de « remplir le verre davantage ». Les prévisions à long terme montrent que la croissance du PIB et des investissements dans les pays avec lesquels la Suisse n'a pas encore conclu d'accord de libre-échange sera bien supérieure à la moyenne mondiale. L'Asie du Sud-Est, l'Inde et les États-Unis offrent le plus grand potentiel de croissance. Certes, le Mercosur croît moins rapide-

ment que l'économie mondiale dans son ensemble. Cependant, cette région offre également un potentiel positif, bien que moins important. Avec l'Indonésie et le Mercosur, les deux accords de libre-échange entièrement négociés n'attendent plus qu'à être ratifiés. Les négociations avec l'Inde et d'autres États d'Asie du Sud-Est ne sont pas encore achevées. À cet égard, un effort particulier doit être fait pour conclure les négociations le plus rapidement possible. En outre, il faut tout faire pour que les négociations avec les États-Unis puissent commencer.

Malheureusement, un référendum a été lancé contre l'accord avec l'Indonésie. Je pense qu'il en sera de même pour l'accord Mercosur. À mon avis, cependant, il serait insensé de laisser passer la chance de les conclure. Sans ces accords, les entreprises suisses seront désavantagées par rapport à leurs concurrents basés dans des pays ayant conclu des accords de libre-échange correspondants. Cela affaiblirait immédiatement la compétitivité de l'industrie MEM et coûterait des emplois en Suisse. Dans le cas du Mercosur, ce danger est réel.

La Suisse doit rester ouverte et maintenir son réseau international

Je ferme la boucle et reviens à la situation actuelle de l'industrie MEM et aux conséquences de la crise du corona. Compte tenu de l'effondrement massif de notre branche, il est déterminant d'entamer maintenant la bonne voie pour la politique commerciale. Les fantasmes de verrouillage, de relocalisation et d'autosuffisance entraîneraient directement un recul massif de la prospérité puisque le marché suisse est tout simplement trop petit. Dans le passé, l'ouverture aux personnes, aux idées, au commerce et aux capitaux a fait la richesse de la Suisse. Seul un tel esprit d'ouverture offre la possibilité de maintenir notre prospérité à l'avenir.

Les entreprises sont bien avisées d'analyser de manière critique leurs chaînes d'approvisionnement et leurs partenariats à l'échelle internationale. Il faut des mesures pour les rendre plus fiables encore dans des situations exceptionnelles. Les multinationales chercheront à obtenir une certaine autonomie régionale. Les dépendances exclusives des fournisseurs sont susceptibles d'être remplacées par des fournisseurs multiples. Néanmoins, nous ne pouvons pas nous passer des chaînes d'approvisionnement et des partenariats dans le monde entier, en particulier en tant que petit pays comme la Suisse. La Suisse est également bien avisée de poursuivre une stratégie intelligente et pragmatique dans la lutte pour le pouvoir que mènent les grandes puissances. Il est important pour notre pays de jouer intelligemment la carte politique de la neutralité également sur le plan économique.

Dans les discussions à venir, Swissmem plaidera avec force pour une Suisse ouverte et bien connectée avec le monde entier. Swissmem soutient également tous les efforts de la Confédération pour entamer de nouvelles négociations d'accords de libre-échange et pour approfondir les accords existants. Notre pays dépend des marchés mondiaux de vente et d'approvisionnement. Ce n'est qu'ainsi qu'il nous sera possible de maintenir notre prospérité.

Je vous remercie de votre attention.

Zurich, le 26 août 2020

Pour de plus amples renseignements :

Swissmem Communication
Pfingstweidstrasse 102
Case postale
CH-8037 Zurich
Tél. 044 384 41 11
E-mail : presse@swissmem.ch